

IN Magazine N° 214 - Mars/Avril 2024

26 mars 2024

LE RETOUR DES PESTICIDES !

La réalité du monde paysan est dramatique : 200 fermes disparaissent chaque semaine, 2 agriculteurs se suicident par jour, 1/3 d'entre eux vit en dessous du seuil de pauvreté, ils travaillent 60 à 70 heures par semaine, 45 % des agriculteurs vont partir à la retraite dans les 10 prochaines années.

Ils ont le couteau sous la gorge pour faire vivre leur exploitation. Au bout de la chaîne la grande distribution gonfle ses profits. Au milieu, Lactalis se goinfre en ayant cumulé 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022. La mobilisation du monde agricole a mis en lumière, une fois de plus, ce scandale.

Le gouvernement a répondu aux revendications de l'agrobusiness par des mesurettes et la panacée : davantage de simplification.

La réduction des normes est un mirage. Il y a certes des normes absurdes qu'il faut supprimer mais les réglementations sont au contraire des protections pour la santé des paysans, des salariés, des saisonniers. Supprimer toutes les normes va dans le sens d'une plus grande libéralisation. C'est laisser le champ encore plus libre à une concurrence de tous contre tous. Le réel problème est le revenu paysan, pas l'existence de normes.

Triste constat que les avancées gagnées de hautes luttes par les agriculteurs, les consommateurs, les défenseurs de l'environnement soient systématiquement remises en cause. L'agrobusiness fait tout pour satisfaire ses actionnaires et empêcher toute réglementation qui freine leurs activités productivistes. La santé des citoyens n'est pas leur préoccupation malgré leurs déclarations de bonnes intentions.

Nous avons donc besoin que toutes les forces vives (associations, syndicats, partis politiques, citoyens) poursuivent leur combat pour une agriculture qui permette aux agriculteurs de vivre dignement, de nourrir la population en quantité et en qualité. Une agriculture qui permette de retrouver une indépendance alimentaire avec une production nationale et stopper les aberrantes importations de produits ultra transformés qui pourrissent la santé des gens.

Indecosa-CGT doit poursuivre ses efforts d'informations avec toutes ses associations départementales et continuer le combat avec les syndicats tels que la Confédération Paysanne, le Modef et bien entendu la FNAF-CGT.



Gérard Casolari

Secrétaire national